



Extrait du UJFP

<https://www.ujfp.org/spip.php?article4984>

Censure et répression contre le PIR

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : lundi 6 juin 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Forte répression sur le Parti des Indigènes de la République et autres mouvements de l'antiracisme radical, comme sur BDS.

Voici le communiqué du PIR :

Attaques et censure contre le PIR : nous ne céderons pas !

Après les organisations islamiques et le mouvement pro-palestinien, c'est au tour du Parti des Indigènes de la République d'être dans le viseur de la censure numérique. Nous faisons actuellement face à une campagne de signalements ciblés qui a mené à la suspension des comptes Facebook de nombreux militants, dont notre porte-parole Houria Bouteldja, et à celui de notre page officielle. À cela s'ajoute, pour d'obscures raisons politiques à demi-avouées, la clôture du compte bancaire de notre organisation.

Ces méthodes de censure sans visage s'inscrivent dans le cadre d'une propagande de dénigrement grandissante, fiévreusement entretenue par les plus hautes sphères du pouvoir politique et médiatique, qui touche toutes les expressions de la puissance indigène, qu'elle soit islamique, anticolonialiste ou antiraciste. Et c'est au nom de la prévention contre le « terrorisme » que cette lutte contre la puissance indigène cherche à se légitimer officiellement. Pour Valls, « l'islamo-gauchisme » est le « terreau » de la « radicalisation ». Pénétrés par ce même logiciel, Gilles Clavreul et ses associés de l'UEJF et de SOS Racisme se sont résolus à lutter contre « la haine » sur internet, ciblant par-là l'antisionisme et l'antiracisme politique. La probabilité est forte pour que la suspension de nos profils sur les réseaux sociaux soit liée à la campagne dans laquelle ils se sont engagés.

Ce nouveau coup porté sur notre organisation est l'aboutissement d'un long processus de radicalisation de l'État qui a touché tous les indigènes, bien avant l'actuel gouvernement, et qui s'en prend désormais aussi à une partie du mouvement social blanc. En ce qui concerne le PIR, cette radicalisation apparaît comme relativement bénigne quand on la compare aux centaines et milliers de personnes perquisitionnées et assignées à résidence, aux Noirs et aux Arabes assassinés par la police dans les banlieues, aux associations dissoutes et aux musulmans emprisonnés au nom de la « lutte contre Daech ». L'état d'urgence fait peser depuis des mois une violence inouïe sur des milliers de musulmans, et s'orchestre comme une gigantesque répression institutionnelle : perquisitions dans les quartiers et dans des ONG islamiques dont le succès inquiète, fermetures de mosquées, exclusion de jeunes filles musulmanes des établissements scolaires pour des vêtements « trop longs »... La parole islamophobe, négrophobe et rromophobe en a profité pour se décomplexer et passer à l'offensive. Les actes islamophobes ont suivi. À un autre niveau, la propagande de dénigrement et de censure touche tous les espaces et toutes les personnalités considérées comme trop indépendantes du pouvoir français et de ses menées actuelles. La campagne de diabolisation contre les imams et les humanitaires réputés « salafistes » (tels que Idriss Sihamedi) et les intellectuels musulmans (comme Tariq Ramadan) s'est durcie, accompagnant les attaques à l'égard de nombreuses organisations et personnalités de l'antiracisme politique telles que la Brigade Anti Négrophobie, Urgence notre Police assassine, Sihame Assbague et le camp décolonial, et bien évidemment Houria Bouteldja et le PIR.

Ces lâches entraves démasquent néanmoins une réalité : celle d'un aveu de faiblesse d'un pouvoir qui pratique la politique de la fuite en avant. Pointé du doigt internationalement à cause de sa politique islamophobe, désavoué par l'actuel mouvement d'ampleur contre la Loi travail, le gouvernement socialiste voit sa médiocrité mise à nu. Les images des violences policières s'abattant sur un public majoritairement blanc se multiplient et alertent l'opinion publique sur les méthodes d'un État qui n'a plus d'autre recours. Rappelé à l'ordre par Amnesty International pour ses politiques racistes, le gouvernement en vient à publier des démentis aux accents comiques sur les pages

internet de la diplomatie française pour tenter de convaincre une opinion internationale qui sait déjà à quoi s'en tenir. Dans ce contexte et face aux récents événements, l'organisation politique de la puissance indigène sous toutes ses formes ne cesse de prendre de l'ampleur.

« Nous nous sommes mis debout et nous avançons maintenant (...) nous ne pensons pas qu'il existe quelque part une force capable de nous en empêcher », écrivait Frantz Fanon. À l'heure où le pouvoir blanc multiplie les signes de peur et de faiblesse, aucune force ne nous empêchera d'exister politiquement.

PIR